

RepèresFidelity

Webémission institutionnel Perspectives du directeur des investissements : Perspectives de mi-année

Andrew Marchese, Gestionnaires de portefeuille et Directeur des investissements chez Fidélité Canada

Pamela Ritchie, Hôtesse

[00:00:59]

Pamela Ritchie: Bonjour et bienvenue sur RepèresFidelity. Je suis Pamela Ritchie. Nous sommes à mi-chemin d'une année qui a été, jusqu'à présent, riche en événements sur les marchés. Les importantes modifications des tarifs douaniers à l'échelle mondiale, l'évolution de l'exceptionnalisme étatsunien aux investissements internationaux et obligations internationales, ainsi que les changements de politiques aux États-Unis et au Canada, ont tous entraîné des fluctuations notables sur les marchés et les devises. À l'heure actuelle, quels sont les changements du paysage économique et les facteurs susceptibles de générer des opportunités d'investissement au second semestre ? Andrew Marchese, Directeur des investissements et Gestionnaire de portefeuille chez Fidélité, est ici pour partager son point de vue sur le marché et les tendances qu'il suit de près, d'un point de vue institutionnel. Bienvenue. Au plaisir de vous revoir, comme toujours.

[00:01:43]

Andrew Marchese: Ravi d'être ici.

[00:01:44]

Pamela Ritchie: Nous invitons tous ceux qui nous rejoignent aujourd'hui à poser des questions pendant les 25 minutes suivantes. J'avais hâte de vous poser cette question : notre principal partenaire commercial, les États-Unis, est-il en train de voir son poids diminuer dans le contexte de notre perception de l'économie mondiale ?

[00:02:03]

Andrew Marchese: Son intention, je pense, d'après tout ce que nous avons lu et entendu dans les médias, et si l'on écoute aux propos de l'administration étatsunienne, est de privilégier une position plus centrée sur eux-mêmes. Un durcissement par rapport au commerce international, une tentative de relocalisation de la production aux États-Unis, une restriction des flux de capitaux, une tentative de restreindre, d'une manière ou d'une autre, l'immigration pour les étudiants internationaux inscrits dans les universités étatsuniennes : tel semble être le ton.

[00:02:38]

Pamela Ritchie: C'est le ton, et nous avons entendu parler de nombreux paris, relayés par les différents canaux de communication de l'administration, qui évoquent une certaine forme de tarifs douaniers, et qui y contribuent largement. En fin de compte, quel est le risque de tenter de rapatrier l'industrie manufacturière, et toutes sortes d'entreprises, dans un contexte de relocalisation ? C'est effectivement un pari, et cela semble être l'objectif.

[00:03:03]

Andrew Marchese: Eh bien, je pense que les objectifs sont multiples. Si vous écoutez les différents membres de l'administration étatsunienne, ils parlent du service de la dette, de baisses d'impôts, notamment sur les sociétés et le revenu des particuliers, et de la relance de l'emploi manufacturier aux États-Unis. À un certain niveau, ces éléments

sont tous en concurrence. Vous ne pouvez pas optimiser tous les trois. La réponse, la vérité, la réalité, se situe quelque part entre tous ces éléments. Lorsque l'on augmente les tarifs douaniers, l'objectif est – en réalité, il s'agit d'une taxe sur le consommateur, comme nous le savons tous – de générer des revenus pour assurer le service de la dette. Les États-Unis ont un déficit budgétaire colossal et croissant. L'objectif, l'aspiration, est également de réduire les impôts sur les sociétés et l'impôt particulier pour les plus hauts revenus aux États-Unis. Cela pèse sur les recettes fiscales, il faut donc compenser cela par des tarifs douaniers. Mais si l'on y parvient, on ne peut pas créer d'emplois en rapatriant l'industrie manufacturière, du moins pas pleinement. Alors, est-ce qu'on relance suffisamment d'emplois ? Si, à un moment donné, les multinationales ont l'intention de délocaliser leurs usines et leurs sociétés ailleurs dans le monde pour les rapatrier aux États-Unis, cela crée des emplois. Cependant, les recettes fiscales et les revenus générés par cette main-d'œuvre supplémentaire, et peut-être même une partie de la consommation, contribueront-ils, ou non, à combler le déficit ou à compenser les pertes douanières liées à l'importation de marchandises en provenance de la Chine ou l'Allemagne ? Elles sont toutes en concurrence, mais il est impossible d'optimiser la performance de toutes à la fois.

[00:04:43]

Pamela Ritchie: Mais si telle était la situation et que de nouveaux fabricants ou de nouveaux sites s'installaient aux États-Unis, cela déclencherait-il des dépenses d'investissement et de la croissance ? Il faudrait emprunter et construire pour s'implanter.

[00:04:59]

Andrew Marchese: Je pense que c'est cela que nous voyons en ce moment dans la forte reprise boursière depuis le creux du 8 avril et le mouvement des titres d'actions du 1^{er} mai jusqu'à la fin mai, qui a été mené une fois de plus par le « Mag Seven. »

[00:05:10]

Pamela Ritchie: Nous revenons sur cela.

[00:05:11]

Andrew Marchese: Oui, le NASDAQ, le bêta, et même les valeurs cycliques. Je pense que la réponse à votre question est que cela dépend du secteur dont vous parlez. Je pense que certains secteurs pourraient être mûrs pour cette relocalisation, ce rapatriement de capitaux, de main-d'œuvre, d'usines et de matériel. Pour d'autres, c'est absurde. Vous ne pouvez pas fabriquer un bien aux États-Unis moins cher qu'ailleurs. Pour ces secteurs, la main-d'œuvre et les installations de production doivent rester là où elles sont. Cela se précisera avec le temps. Tout cela est compliqué par le fait que nombre de ces positions de l'administration à Washington ont été prises sous l'égide de la sécurité nationale. Cela nous donne une idée des secteurs où une partie de ces capitaux pourrait être rapatriée.

[00:06:06]

Pamela Ritchie: Et il ne s'agira peut-être pas d'objets en plastique provenant de Chine, mais plutôt d'objets bien plus volumineux, fabriqués en acier et en aluminium.

[00:06:12]

Andrew Marchese: Cela pourrait être ça, ou des puces électroniques. Je pense que ce sera encore à venir et que cela va se décanter d'ici quatre ans.

[00:06:23]

Pamela Ritchie: L'une des réactions à ce que vous dites est que d'autres pays commencent à envisager des actions dans leur propre intérêt national. Le Canada, mais l'Europe aussi, beaucoup de pays s'intéressent à la défense, et il y a beaucoup de choses qui vont avec. Le monde devient, je suppose, moins... je ne sais pas si « mondialisé » est le bon terme. Quel est le bon terme aujourd'hui ? Vers quoi évoluons-nous ?

[00:06:45]

Andrew Marchese: Je pense que nous évoluons vers un environnement où les partenaires commerciaux, qui collaboraient peut-être de manière très limitée, doivent collaborer à plus grande échelle. De nouveaux accords seront conclus, de nouvelles relations nouées, voire de relations très renforcées. D'autres relations pourraient être rompues ou elles seront laissées de côté, simplement elles s'affaibliront. C'est cela qui reste à venir. Je ne pense pas que quiconque dans le secteur des services financiers ait une idée précise de ce que cela implique pour une entreprise ou un secteur dans son ensemble, mais tout cela pour dire que la situation est très fluctuante, extrêmement fluctuante, ce qui rend la gestion financière, à mon avis, d'autant plus difficile lorsqu'on est trop myope et qu'on n'oriente pas ses objectifs à moyen et long terme.

[00:07:33]

Pamela Ritchie: À ce sujet, en fin de compte, nous entendons sans cesse « neutralité de marché » parce que vous ne voulez pas être entraîné dans une direction, car ils changent assez, je veux dire, que pensez-vous de la vitesse à laquelle quelque chose fonctionne très bien et puis il y a un renversement très, très rapide, un renversement très fort aussi.

[00:07:52]

Andrew Marchese: Je ne pense pas que la transmission des prix sur le marché n'ait jamais été aussi élevée ou sensible au cours de ma carrière, ce qui complique considérablement la tâche des gestionnaires actifs. Comme je l'ai dit, au début de l'année, les tarifs douaniers n'étaient pas vraiment une préoccupation majeure. Le 1^{er} février, l'administration Trump a évoqué la ratification de l'ACEUM. Cela a eu un impact négatif sur les marchés et le risque. Le 2 avril, avec le jour de la libération, cela a également eu un impact négatif sur les marchés et le risque. Si l'on examine la performance des indices du 1^{er} janvier au mois d'avril, on constate une aversion générale pour le risque : le reste du monde a surperformé. Le bêta le plus élevé, c'est-à-dire le NASDAQ, aux États-Unis, a enregistré la pire performance. Puis, en mai, tout a basculé. Pourquoi ?

[00:08:40]

Pamela Ritchie: Les valorisations ont-elles suffisamment baissé ?

[00:08:41]

Andrew Marchese: Eh bien, c'est la question. La question est de savoir si les fondamentaux de certaines de ces actions « Mag Seven », des grandes capitalisations américaines de croissance et même des valeurs cycliques, étaient suffisamment valorisés. Les plus mauvaises étaient-elles au épuisées le 8 avril, date à laquelle, je crois, le S&P 500 a atteint son plus bas. C'est la question. Ou bien, les valeurs technologiques à grande capitalisation et de croissance ont-elles des fondamentaux plus résilients, c'est-à-dire moins sensibles à la conjoncture économique ? La question devienne alors : la valorisation des titres cycliques, comme les biens de consommation discrétionnaire en début de cycle ou les titres du transport, par exemple, étaient-ils suffisamment escomptés ? Autrement dit, les révisions négatives des bénéfices, qui pourraient survenir ou non, si elles surviennent, nous mènent quand même à dire que les valorisations le 8 avril avaient atteint le fond. On peut voir cela avec un horizon de six ou douze mois, et puis la course commence, car ce sera la période la plus facile à comparer, et nous pourrions alors envisager un tournant cyclique. Tout cela est à venir. La rapidité, la transmission des prix et la nature binaire à laquelle les gestionnaires actifs doivent faire face partout constituent un véritable défi. Le leadership mensuel, par secteur, par zone géographique et par style, a été extrêmement binaire.

[00:10:06]

Pamela Ritchie: Y a-t-il un réconfort dans le fait qu'il semble avoir, comme vous l'aviez dit en janvier, bien avant que nous ayons connaissance de tout cela, une situation dans laquelle nous sommes peut-être déjà, où il y a un plancher et je pense un plafond également. Je ne sais pas. Y a-t-il un réconfort dans tout cela ?

[00:10:25]

Andrew Marchese: Oui et non. Je crois avoir fait ce commentaire en janvier, car si l'on considérait la valorisation du marché, la baisse de la prime de risque des actions et l'augmentation des multiples, ainsi que les flux de bénéfices à venir, c'était avant les discussions sur les tarifs douaniers, là où le consensus convergeait sur 2025 et 2026, on se dit alors : « ce qu'il faut, c'est que les bénéfices soient au rendez-vous. » À l'époque, les prévisions de croissance des bénéfices du S&P 500 étaient d'environ 11 %, et je crois qu'ils étaient légèrement supérieurs pour 2026. Aujourd'hui, ils ont été revus à la baisse à environ 6,8 % pour 2025.

[00:11:10]

Pamela Ritchie: Ils sont souvent révisés à la baisse à un moment donné de l'année, mais pas tant que ça.

[00:11:13]

Andrew Marchese: Vous avez raison, tout à fait raison. Mais maintenant que nous rebondissons, le S&P est stable pour l'instant, je pense, donc votre multiple de marché est en fait plus élevé. Étant donné qu'il n'y a pas beaucoup de marge d'expansion du multiple, les bénéfices doivent absolument se concrétiser. La question est de savoir si 2025 marquera une année de baisse des bénéfices. Eh bien, nous le disons déjà à 6,8. Atteindra-t-il 4 ou 3 ? Le marché peut en quelque sorte absorber cela. Si le niveau était négatif, je pense que les problèmes seraient plus importants, mais cela signifie qu'à un moment donné, les cours toucheront un plancher et, espérons-le, toutes choses étant égales par ailleurs, la croissance des bénéfices s'infléchira positivement jusqu'en 2026. Je pense que c'est ce que le marché essaie de comprendre. Je crois que, pour certains secteurs, le profil de croissance des bénéfices semble plutôt prometteur, tandis que pour d'autres, il est incertain, car nous ne connaissons pas encore l'impact des droits douaniers sur les dépenses de consommation et les dépenses des entreprises.

[00:12:11]

Pamela Ritchie: On attend juste que cela se concrétise. Ça n'a pas vraiment pour l'instant. Dans tout cela, les banques centrales tentent de tenir le cap et de ne pas s'attaquer ni aux impulsions stagflationnistes ni se mettre du mauvais côté. Quelles sont leurs chances d'y parvenir ?

[00:12:30]

Andrew Marchese: Ce sera un environnement difficile à gérer pour tout le monde, car nous savons que, de manière générale, si l'histoire est fiable, les tarifs douaniers sont inflationnistes, du moins à court terme, au début. Ils finissent par peser davantage sur la croissance.

[00:12:43]

Pamela Ritchie: Elles affectent tout.

[00:12:43]

Andrew Marchese: Ils deviennent désinflationnistes à un moment donné. Mais on observe d'abord une poussée inflationniste, puis un ralentissement de la croissance. Parallèlement, je pense que l'administration étatsunienne souhaite un dollar plus faible. En décourageant les investissements étrangers aux États-Unis...

[00:13:04]

Pamela Ritchie: Ils ont réussi à faire cela.

[00:13:05]

Andrew Marchese: Oui, on y reviendra un peu, au même temps, si la demande du dollar étatsunien diminue et le rendement des bons du Trésor étatsunien remonte, le coût du service de la dette augmentera. Tous ces facteurs sont en concurrence, et une banque centrale se dit : « D'accord, je dois me préoccuper de l'inflation, puis de la croissance. Mais si je baisse les taux, j'attise l'inflation et j'accélère probablement la baisse du dollar, ce qui entraînera une hausse des rendements des bons. » C'est une sorte de discussion itérative, et la question qui se pose est : « comment évaluer les actifs risqués dans ce contexte ? »

[00:13:44]

Pamela Ritchie: C'est vraiment intéressant. Si vous vous retrouvez face à une situation où les rendements des bons du Trésor atteignent un point critique et interfèrent avec la façon dont vous pourriez l'envisager en termes de rendement des actions, et qu'ils sont, comme vous l'avez mentionné, en concurrence, à partir de là, comment pouvez-vous aborder le sujet et nous parler d'investissement sur ce marché dès maintenant ? On pourrait penser qu'ils seraient plus corrélés à un moment donné s'ils sont réellement en concurrence sur ce niveau de rendement.

[00:14:11]

Andrew Marchese: Je pense qu'à un moment donné, et personne ne connaît vraiment le niveau de rendement aux États-Unis, on commence à atteindre la prime de risque des actions. Est-ce 5 %, 5,5 %, 6 % ? Je pense que chacun peut en tirer sa propre conclusion. À un moment donné, les instruments à revenu fixe semblent bien plus compétitifs que les actions. L'autre aspect de tout cela, c'est que vous avez mentionné plus tôt, le produit « neutralité de marché ».

[00:14:38]

Pamela Ritchie: C'est une sorte de stratégie en ce moment parce que nous voulons attendre la fin de la tempête.

[00:14:42]

Andrew Marchese: Ouais, donc vous vous demandez si vous voulez une exposition complète et non corrélée aux marchés et aux titres à revenu fixe et dans un sens neutre du marché où vous êtes neutre en bêta, et l'alpha qui serait généré en théorie proviendrait d'une sélection de titres complètement idiosyncratique.

[00:15:01]

Pamela Ritchie: C'est fascinant parce que vous parlez à des gens qui envisageraient, en fait, de choisir des actions d'une manière différente.

[00:15:08]

Andrew Marchese: Si vous construisez un portefeuille avec neutralité de marché, l'idéal est de maintenir un bêta nul, soit un rendement totalement décorrélé des marchés actions et obligataires. Si vous y parvenez, selon la stratégie et la façon dont vous définissez les paramètres, vous devriez idéalement obtenir des rendements autour de 5 % et un avantage fiscal par rapport aux obligations. Le rendement net, provenant des gains en capital à travers la croissance plutôt que des revenus, serait supérieur. C'est un aspect. C'est une alternative liquide. L'autre serait d'envisager d'autres classes d'actifs alternatives. Les actions traditionnelles, les obligations et le passage entre l'une et l'autre. Eh bien, il peut s'agir d'ajouter une alternative liquide offrant des rendements idiosyncrasiques non corrélés. Il existe également des actifs tangibles, des terrains, de l'or, certains parleraient de Bitcoin dans le même sens, mais il y a d'autres choses.

[00:16:06]

Pamela Ritchie: D'autres alternatives.

[00:16:09]

Andrew Marchese: Évidemment, pour beaucoup de notre audience institutionnelle, il s'agit de secteurs comme l'immobilier ou les infrastructures, etc. Je pense que ces éléments gagnent en importance avec le temps, et tout dépend de l'incertitude quant à la réponse des banques centrales et la réponse budgétaire, dont nous n'avons pas encore parlé. Au final, je pense que tous ces éléments fonctionneront en concertation, d'une manière ou d'une autre. Dans le contexte macroéconomique actuel, l'important, du point de vue d'un portefeuille global, est probablement de pondérer les actifs pour répondre à vos besoins à long terme. Cela pourrait même être plus important. L'alpha sera alors plus important si le bêta est absent. Ces dix dernières années, nous avons vécu sur le bêta, et il pourrait disparaître, comme je l'ai dit, un environnement volatil où les rendements sont plus normalisés. Il faut un élément de confort face à la volatilité.

[00:17:11]

Pamela Ritchie: Sommes-nous en plein changement de régime, selon vous ? Puis, je vous poserai la question budgétaire.

[00:17:13]

Andrew Marchese: De quoi?

[00:17:16]

Pamela Ritchie: Je suppose qu'il y a quelques points de vue différents, mais dans un environnement de taux d'intérêt très bas, ce qui était le cas avant, c'était le cas il y a un certain temps, mais en tout cas, il semble que nous entrons dans une nouvelle... Je ne sais pas, peut-être que tout sera pareil.

[00:17:29]

Andrew Marchese: Difficile à dire. Peut-être que oui. Difficile à dire. Le marché actuel, du moins aux États-Unis, s'accorde à dire qu'il n'y aura qu'une seule baisse de taux cette année. Je reviens toujours au fait que la masse monétaire augmente.

[00:17:43]

Pamela Ritchie: Il y a de l'argent qui circule.

[00:17:45]

Andrew Marchese: Il y a énormément d'argent qui circule dans le système. Je pense que c'est une des raisons, et ce ne serait certainement pas mon scénario de base, mais, avec autant d'argent en circulation, les esprits animaux ont parfois une étrange façon d'apparaître et d'escalader un mur d'inquiétude. Ce ne serait certainement pas mon scénario de base, mais comme l'histoire nous a appris, lorsque le système est riche en liquidité, des choses étranges se produisent.

[00:18:11]

Pamela Ritchie: C'est vraiment intéressant. L'une des façons dont davantage d'argent pourrait circuler est la mise en place de dépenses budgétaires dans des régions du monde où il y a eu des pratiques légèrement plus restrictives qu'aux États-Unis. Cela, entre autres, a engendré la situation actuelle dans le commerce international. Vous pouvez décortiquer cela comme vous le souhaitez, concernant les dépenses budgétaires. Il y a eu cette situation internationale. Je me demande si vous pensez que c'est durable. Si l'on change, est-ce que cela continue ?

[00:18:35]

Andrew Marchese: Oui, c'est une bonne question.

[00:18:38]

Andrew Marchese: Pour revenir à votre expression de « changement de régime », je pense que nous vivons dans un monde différent et que ces pays, leurs dirigeants, pourraient considérer cela comme un nouveau départ, pour ainsi dire. Du point de vue de la durabilité, si vous envisagez votre discipline budgétaire différemment qu'auparavant, en essayant de compléter ou d'accroître la croissance par de nouvelles relations, vous envisagez alors votre économie sous un angle différent ainsi que la manière dont vous la financez.

[00:19:12]

Pamela Ritchie: Vous n'allez pas simplement faire ça et changer les choses la semaine prochaine, mardi.

[00:19:15]

Andrew Marchese: Nos, exactement.

[00:19:16]

Pamela Ritchie: Il s'agit vraisemblablement d'une balle en mouvement.

[00:19:19]

Andrew Marchese: Je dois croire que c'est dans la nature humaine. Une fois qu'on a observé le paysage et qu'on s'est dit que le monde est différent, qu'on peut tranquillement se coucher le soir et se dire : « Oui, le monde est différent », on ne fait plus de projets pour deux semaines. On fait des projets pour les 10, 20 prochaines années, espérons-le.

[00:19:37]

Pamela Ritchie: Le commerce international est un terme large qui englobe beaucoup de choses, mais est-ce une balle en mouvement ?

[00:19:46]

Andrew Marchese: Répétez cela, s'il vous plaît.

[00:19:47]

Pamela Ritchie: Le fait que le commerce international s'éloigne de l'exceptionnalisme nord-américain fait partie, je suppose, de la question : est-ce que tout cela est en marche ?

[00:19:52]

Andrew Marchese: Il faut se baser sur les faits connus aujourd'hui. Ce serait généralement nécessaire, je pense. Les choses pourraient-elles changer ? Oui, car nous l'avons constaté ces 60 derniers jours. On dirait que le monde réagit principalement à une seule nation. Mais je pense que face à une situation imprévisible, en tant qu'être humain, il faut prendre les choses en main. En tant que dirigeant de ces pays, il faut se dire : « Nous devons prendre les choses en main. » Si la situation s'améliore ici, tant mieux ; sinon, eh bien, nous avons d'autres éléments en marche.

[00:20:30]

Pamela Ritchie: Nous avons d'autres éléments en marche. Excellente question ici, très pertinente pour le Canada. Je vous la pose, Andrew Marchese. Comment interpréter les perspectives du pétrole et du gaz ? D'un côté, Trump affiche son soutien à une augmentation de la production aux États-Unis, mais, en même temps, il fait pression sur l'OPEP pour qu'elle augmente sa production, ce qui a été le cas, pour faire baisser les prix, pour également proposer des tarifs douaniers afin de créer une certaine incertitude, pour que les entreprises évaluent la faisabilité et pour fixer les délais. Comment concilier ces signaux contradictoires lors de l'évaluation des perspectives du secteur ? C'est une question importante. Voulez-vous commencer par le pétrole ? Comment l'interprétez-vous ?

[00:21:07]

Andrew Marchese: En février, j'ai déclaré que Trump avait été constant sur plusieurs points, mais celui qui m'a vraiment interpellé, c'est son attachement au passé et à l'industrie manufacturière aux États-Unis pendant les années 40 et 50. Cela est mise en lumière dans une grande partie de son discours, tant dans les médias qu'avec le public. Si l'on en croit les États-Unis, une partie de leur développement industriel s'est faite grâce à du pétrole très bon marché. Il a parlé d'une augmentation de la production par les producteurs étatsuniens, ce qui a entraîné une hausse de l'offre de pétrole, ce qui a fait baisser les prix. L'offre est abondante.

[00:21:52]

Pamela Ritchie: Et nous sommes en train de vivre cela.

[00:21:52]

Andrew Marchese: Exactement. L'offre dépasse donc la demande mondiale en ce moment même. Sauf s'il y a un changement radical du côté de la demande ou si l'on ferme les robinets, cet équilibre favorable à l'offre persistera. Ce que cela signifie pour le prix exact du pétrole, je crois que tout cela sera tranché. On a également entendu parler d'une demande d'investissement pour le pétrole, en raison des rumeurs d'inflation ou de la hausse des rendements obligataires. Il pourrait y avoir des achats concurrents du côté des investisseurs, ce qui est assez étrange. Le déséquilibre entre l'offre et la demande favorise certainement l'offre. Il ne faut pas oublier que l'un des plus grands stimulants pour l'économie étatsunienne, parmi toutes les économies développées, est la baisse des prix de l'essence. Cela est très, très lié...

[00:22:43]

Pamela Ritchie: Cela marche, tout simplement.

[00:22:43]

Andrew Marchese: Ça marche comme sur des roulettes. Je pense surtout à l'offre du pétrole.

[00:22:49]

Pamela Ritchie: Revenons à ce que vous disiez sur le rôle des investissements alternatifs et des différents investissements au sein de l'univers des alternatifs, sur la répartition actuelle. 60/40, encore une fois, c'est une vision prédominante, mais elle évolue également. Comment voyez-vous cela, disons, à partir d'aujourd'hui ? Comment cela a-t-il évolué ?

[00:23:10]

Andrew Marchese: Ces 20 ou 30 dernières années ont vu apparaître davantage d'ingénierie financière et de nouvelles façons d'investir. Une partie du portefeuille équilibré actions / revenu fixe à 60/40 est née de ce qui était disponible.

[00:23:26]

Pamela Ritchie: Il y avait des actions et des obligations.

[00:23:28]

Andrew Marchese: Aujourd'hui, vous avez accès à davantage de solutions. Je pense que moins il y a de corrélation entre elles, mieux c'est. Les clients doivent prendre une décision en fonction de leur profil de risque, de leur horizon de placement ou de la durée de détention de leur portefeuille, par exemple d'actions, de titres à revenu fixe, d'immobilier, d'infrastructures, de l'inclusion d'or ou de réserves de valeur, et de certains actifs tangibles. Cela dépendra du client, de son profil de risque et de rendement, bien sûr, ainsi que de la durée de liquidation de certains de ces actifs autrement illiquides. C'est un enjeu réel auquel tous, que vous soyez un client institutionnel ou même un particulier, doivent réfléchir plus que jamais.

[00:24:27]

Pamela Ritchie: Fascinant. Quel est un thème d'investissement intéressant, et pas forcément le seul ? Si vous lisez les gros titres aujourd'hui, un thème dont on parle depuis un certain temps, et qui est en train de se concrétiser, c'est l'idée de connecter les centres de données à très grande échelle à l'énergie nucléaire. C'est déjà évoqué, et c'est en train de se concrétiser. C'est un thème, peut-être intéressant à investir, peut-être pas. Quel est un thème particulièrement intéressant que vous appréciez actuellement sur les marchés ? C'est bien celui-là ?

[00:24:50]

Andrew Marchese: Certainement, les énergies renouvelables, et notamment le nucléaire, suscitent actuellement un vif intérêt. Je pense que quiconque qui connaît même un peu sur les mérites du nucléaire dira que c'est la forme d'énergie la plus dense et la plus efficace. Malgré tous les inconvénients que nous connaissons, je pense que nous sommes en train de les surmonter en tant que société mondiale, ce qui pourrait être bien réel. La demande énergétique mondiale est en train d'augmenter, et non pas de diminuer, et elle augmente considérablement. La capacité à mobiliser et à utiliser l'énergie nucléaire comme source, comme une véritable source pour l'avenir de la planète, est incontestablement un thème central. L'autre thème, avec tous ces investissements dans l'IA, sera la question de savoir comment l'utiliser, à quelle vitesse elle érode certains secteurs ou certains emplois, et à quelle vitesse elle favorise certains emplois et la productivité. Quel est l'équilibre entre ces deux aspects ? À quoi ressemble la transition et quelles en sont les implications pour la croissance future ? C'est également très stimulant. C'est une question cruciale. Je ne pense pas que quiconque ait une clairvoyance parfaite du futur, mais il y a beaucoup de choses positives. Nous avons parlé des taux d'intérêt, de l'inflation et de tout

cela, mais nous avons toujours évoqué le fait que l'une des façons de rembourser la dette est de s'en sortir par l'inflation ou par la croissance. Maintenant, si des gains de productivité majeurs sont à prévoir à l'avenir, que ce soit grâce aux énergies renouvelables ou à l'IA, pour accroître la productivité et accélérer la croissance d'une manière imprévisible pour le moment, c'est vraiment enthousiasmant. Cela résout tous les autres aspects négatifs dont nous avons parlé concernant l'endettement public. Comme toujours, l'innovation est généralement la meilleure solution. On verra bien si cela abouti.

[00:26:44]

Pamela Ritchie: C'est fascinant. Nous nous arrêtons là. Andrew Marchese, merci beaucoup d'être parmi nous aujourd'hui.

[00:26:48]

Andrew Marchese: Merci, avec plaisir.

[00:26:49]

Pamela Ritchie: Merci de nous avoir rejoint ici aujourd'hui sur RepèresFidelity. Comme toujours, si vous avez des suggestions de sujets ou d'invités à venir, n'hésitez pas à nous les faire part. Restez connectés pour d'autres webémissions RepèresFidelity dans les semaines et les mois à venir. Merci de votre attention et de votre fidélité. Je suis Pamela Ritchie.

Réservé à l'usage institutionnel.

Cette vidéo est publiée par Fidelity Investments Canada s.r.l. (« FIC »). Veuillez lire attentivement les renseignements importants suivants avant d'effectuer un placement. Pour toute question, veuillez vous adresser à votre responsable des relations avec la clientèle. Cette vidéo est fondée sur des renseignements considérés fiables et est présentée à titre d'information seulement. Fidelity, ses sociétés affiliées et les entités qui lui sont apparentées n'assument aucune responsabilité en cas d'erreurs ou d'omissions ou en cas de pertes ou de dommages.

Cette vidéo peut contenir des « énoncés prospectifs » qui reposent sur certaines hypothèses prévisionnelles. Ces énoncés se fondent sur l'information disponible à la date à laquelle ils sont préparés et Fidelity Investments Canada s.r.l. (« FIC ») décline toute obligation de les mettre à jour. Les événements réels peuvent différer des hypothèses émises par FIC dans les énoncés prospectifs. Il est impossible de garantir que les énoncés de nature prévisionnelle, y compris ceux qui présentent des rendements projetés, se concrétiseront, ou que l'état du marché ou les rendements réels ne différeront pas de manière importante ou défavorable de ceux qui sont prévus.

Le rendement passé n'est pas une garantie de résultats futurs. Un placement peut présenter des risques et ne pas convenir aux objectifs ni à la tolérance au risque d'un investisseur. Les investisseurs doivent savoir que la valeur d'un placement peut être volatile et que tout placement comporte des risques, notamment celui de perdre de l'argent.

Fidelity n'offre aucun conseil d'ordre juridique ou fiscal et cette webémission ne constitue ni une offre ni une sollicitation d'achat. Toute reproduction de cette webémission est interdite sans le consentement préalable écrit de Fidelity.